

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 19

22^e année • mercredi 8 mai 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



DEMIR SÖNMEZ

Reflet de luttes plurielles, le 1^{er} Mai, célébré aux quatre coins du pays, a réuni plusieurs milliers de participants, dont un grand nombre de femmes. La fête des travailleurs a ainsi pris des allures de répétition générale de la Grève du 14 juin avec des militantes revendiquant plus d'équité, de respect et de temps. Tour d'horizon romand. **PAGES 6 - 7**

POINT DE MIRE

Mortel travail

Sonya Mermoud

Le travail tue. Le travail rend malade. Toutes les onze secondes, une personne perd sa vie à la gagner, fauchée par une affection liée à son activité professionnelle ou à un accident. Principal responsable des hécatombes sur le front de la santé dans nombre de pays, les cancers générés par des expositions meurtrières à des substances chimiques, des poussières, des radiations ou une activité nocturne sur une longue période. A ce titre, l'amiante poursuit ses terribles ravages à l'heure où se discute à Genève la nécessité d'une interdiction mondiale de ce matériau et que la Russie, principal producteur, continue à y mettre son veto assassin. Mais le crabe n'est de loin pas le seul à emporter des millions de salariés. Les maladies profes-

sionnelles diverses à provoquer la mort chaque jour de 6500 salariés. Les risques psychosociaux, le stress, le burnout, le mobbing, l'épuisement professionnel, les pressions en tous genres ne cessent d'augmenter, tuant leurs victimes à petit feu. Vampirisant leur énergie et leur motivation. Sans oublier les suicides dont on ne parle guère. Les plus cyniques parleront peut-être alors de sélection naturelle... Les accidents sont quant à eux responsables, selon l'OIT, du décès de 1000 travailleurs par jour. L'institution relève encore que chaque année, 374 millions de personnes doivent interrompre leur travail en raison de blessures ou d'atteintes à leur santé. Traduit en chiffres – un langage qui plaît à l'économie sans pour autant influencer les caps pris – le coût de ces journées perdues s'élève entre 4 et 6% du PIB mondial. Évaluations qui ne disent rien évidemment de la souffrance des victimes. De la violence à laquelle les salariés sont trop souvent soumis, contraints à accepter des conditions de travail inhumaines. Prisonniers de managements par objectifs, d'une pression à la productivité implacable. Masse silencieuse et docile parce que le travail est devenu rare. Que globalisation et concurrence agissent comme un rouleau compresseur anéantissant les moins compétitifs. Que la peur des licenciements met en sourdine les velléités de revendications. Que la grève est criminalisée, appréhendée désormais le plus souvent comme une insurrection. Et la solidarité dissoute dans le chacun pour soi, la fuite en avant, avec l'espoir de maintenir bon gré mal gré la tête hors de l'eau.

Aujourd'hui, l'évolution de l'organisation du travail – entre flexibilité accrue, horaires excessifs, explosion des économies de plateformes, etc. – a accru encore les risques psychosociaux. Brouillé un peu plus les lignes entre sphère professionnelle et vie privée. Les petits boulots, les jobs informels, sur appel, mettent à mal partenariats sociaux, prévention et contrôles. Les syndicats restent trop souvent associés à des organisations anachroniques, ringardes, menant des combats d'arrière-garde. Comme si la défense d'acquis sociaux et la nécessité d'ériger un minimum de protections relevaient de privilèges. De leur côté, les travailleurs pris dans l'étau de la survie et l'espoir envers et contre tout de trouver un intérêt à leur activité, s'accrochent comme ils peuvent pour que le mot travail qui trouve son origine dans le mot *tripalium* – instrument d'entrave et de torture – conserve un semblant d'attrait. Ce travail si sacré et si dévastateur. Autant dire que la mission de l'OIT, qui fête cette année son centième anniversaire, reste d'une actualité brûlante. Pour que l'application de normes préserve la classe laborieuse d'un monde professionnel dangereux, totalement déshumanisé, et de plus en plus vidé de sens. ■

PROFIL



Layla Outemzabet, combat pour l'écologie. **PAGE 2**

FEMMES

Le point à quelques semaines du 14 juin. **PAGE 3**

SOCIÉTÉ

Une alliance pour le futur de la Terre. **PAGE 5**

LECTURE

« Socialiste un jour, socialiste toujours ». **PAGE 9**

L'ÉCOLOGIE, SON PREMIER COMBAT

L'apprentie ébéniste Layla Outemzabet s'engage dans la grève pour le climat et aspire à une convergence des luttes

Aline Andrey

«**L**a perte de la biodiversité et la crise climatique, je suis née dedans.» L'écologie coule de source pour Layla Outemzabet, 21 ans le 12 mai prochain. Son militantisme est, lui, né en même temps que le festival Alternatyv en 2016 à Yverdon, ville où elle a grandi et étudié. Alors gymnasiennne, elle participe à l'événement, devenu annuel, qui regroupe les alternatives écologiques et citoyennes de la région. «Au début, on pensait sauver le monde en montrant des projets positifs, mais ça ne suffit pas.» Elle n'en perd pas son beau sourire, tout en suivant le mouvement Extinction Rebellion avec grand intérêt et en s'engageant activement dans le mouvement étudiant de la grève pour le climat. «Plus on s'informe, plus c'est logique de ne pas manger de viande, ni d'acheter de fringues. J'avoue, avec le temps, je me radicalise, mais je ne veux rien imposer à personne», explique Layla Outemzabet qui tend au zéro déchet, au végétarisme et à ne plus voyager en avion. «Mais je dois aussi être prête à des compromis humains. Comment faire pour aller voir ma famille par exemple?» s'interroge celle dont le père est Algérien et la mère d'origine américaine. Une mixité qui a marqué Layla, baignée dans la religion musulmane et une culture anglophone, un certain patriarcat et une liberté revendiquée par sa mère, sa grand-mère maternelle et ses tantes kabyles. Ce patchwork d'influences s'est élargi encore lors de son séjour dans sa famille américaine, dont une partie a, depuis, voté pour Trump. «C'était une véritable expérience ethnologique. Ma bulle alternative magique a éclaté! Finalement pour un mieux: je suis davantage consciente du système capitaliste...»

SYSTÈME INCOHÉRENT

D'aussi loin qu'elle se rappelle, elle a toujours été attachée à la Vie sous toutes ses formes. «Je me souviens avoir été choquée à l'école de l'extinc-

tion des espèces. Comment peut-on laisser disparaître des animaux?» Layla Outemzabet n'accuse personne, mais un système et les politiciens. «C'est leur travail que de s'informer et d'informer sur l'urgence écologique. Leur irresponsabilité est criminelle! Hormis les Verts et l'extrême gauche, les politiciens sont aussi incohérents que le système. Ils ne veulent pas mettre en péril le système économique capitaliste, alors qu'il est voué à disparaître, puisqu'il repose sur la pollution. Ce n'est pas un avis, ce n'est pas une question d'être pour ou contre, c'est un fait. Des mesures contraignantes doivent être mises en place, et vite!»

Et de rappeler que les jeunes qui manifestent n'ont pour la plupart pas d'autres choix que de suivre ceux de leurs parents. «Comment leur demander une cohérence absolue, alors que leur prise de conscience ne date que de quelques années! Si j'avais 50 ans et n'avais jamais fait d'efforts pour réduire mon empreinte carbone, je me sentais mal. Attention, je ne dis pas qu'ils doivent se sentir mal.»

Le mot «bienveillance» revient à plusieurs reprises dans ses paroles passionnées. «La justice climatique est centrale. On ne pourra pas éviter un effondrement, mais il faut se préparer pour limiter la casse, atténuer la souffrance de millions d'êtres humains. Les plus pauvres vont être les premières victimes, d'où l'importance de la convergence des luttes. La gauche devrait être beaucoup plus offensive, car c'est une question de bien commun. Il est essentiel que chacun ait les moyens de prendre le train. Et que le paysan se reconvertisant au bio n'es- suie aucune perte.»

FÉMINISTE

Pour Layla Outemzabet, le féminisme est essentiel dans tous les mouvements sociaux. Elle explique la grande attention apportée à la parité et à l'égalité dans les prises de parole lors des réunions des étudiants de la grève pour le climat, lors de leurs mobilisations ou

de leurs contacts avec les politiciens. «Plus largement, les besoins et les limites de chacun, les différences de radicalité par exemple, sont respectés. Même quelqu'un de timide trouve une place pour s'exprimer.»

L'apprentie de première année en ébénisterie est aussi confrontée à la question féministe dans son univers professionnel, encore largement masculin. «A l'école, dans ma volée, nous sommes trois filles sur 40 élèves. Alors que ce métier n'est pas plus difficile pour une femme que pour un

homme.» Layla Outemzabet est tombée amoureuse de cette profession à la suite d'un stage improbable chez le père d'un ami. «Le système, après mon gymnase, me destinait plutôt à l'université. J'hésitais surtout à faire prof de musique (elle joue du piano et de la clarinette, *ndlr*). Mais mon année sabbatique, durant laquelle je me suis occupée de chevaux en Finlande, m'a permis de réaliser que j'adorais travailler avec mes mains, que je me sentais plus libre dans ma tête», relève celle dont les yeux vert forêt pétillent en parlant

de son métier dans «la meilleure ébénisterie du monde». «On ne travaille qu'avec du bois suisse, de manière éthique, et pour des pièces uniques. Je ne me lasse pas du bois, de toutes ses colorations étranges, ses nœuds.» Un atelier «atypique», selon elle. D'ailleurs son patron, Pierre-Yves Schenker, l'encourage à participer aux grèves pour le climat et à celle des femmes le 14 juin prochain. ■



THIERRY PORCHET

Layla Outemzabet participera à la prochaine grève pour le climat, le vendredi 24 mai, et à celle des femmes, le 14 juin.

1 + 1 = 11
David Prêtre/Strates



Une femme cherchait la réponse
à la question «Tu dors?»
qui venait de la réveiller.

«CRIMINALISER LA GRÈVE, C'EST LE POMPON!»

Responsable nationale à Unia pour la Grève des femmes, Corinne Schärer fait le point sur la mobilisation du 14 juin. Un engagement qualifié d'énorme, à la hauteur du ras-le-bol des participantes...

Propos recueillis par Sonya Mermoud

Alors que les préparatifs en vue du 14 juin battent leur plein, plusieurs questions ont été soulevées. La légalité du mouvement, la place des hommes dans les manifestations, les réactions des employeurs... ont alimenté les débats. Responsable nationale de la journée d'action et Grève des femmes à Unia, Corinne Schärer fait le point sur la situation et les attentes liées au mouvement. Avec un enthousiasme, un entrain qu'elle avait déjà quand, universitaire, elle a participé à la première Grève de 1991. Une mobilisation qui s'est soldée par de réels progrès, note-t-elle, même si le chemin à parcourir reste long. Et que la lutte se poursuivra au-delà de la date rassembleuse...

QUESTIONS RÉPONSES

A un peu plus d'un mois de la Grève, où en sont les préparatifs? Comment s'organise la mobilisation? L'engagement est énorme. Aux quatre coins de la Suisse, des comités cantonaux, régionaux, locaux, de quartiers, dans des entreprises se sont créés. Des milliers de femmes se préparent pour ce 14 juin. Dans les différents groupes, chacune décide de la nature de son implication. Y compris celles qui ne travaillent pas. Bien sûr, on verra le jour J le nombre de participantes. Mais je suis optimiste. D'autant plus que le mouvement féministe n'a cessé de croître ces dernières années. En 2010, lors d'une première manifestation, nous étions 8000 personnes. Le rassemblement national de 2015 a réuni 12 000 participants. L'an passé, en septembre, la colère est encore montée d'un cran: 20 000 personnes sont descendues dans la rue pour réclamer l'égalité dans les faits, prévue dans la Constitution et la loi depuis bientôt 40 ans.

Votre revendication prioritaire porte sur l'égalité salariale...

Oui, avec des différences qui s'élèvent toujours environ à 20%, mais pas seulement. Nous exigeons aussi l'égalité des chances sur les places de travail et une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, alors

que les femmes assument toujours la plus grande part du travail non rémunéré. Dans les branches comme le commerce de détail, les soins, l'horlogerie, l'hôtellerie-restauration, le nettoyage, la coiffure, etc. – où elles sont fortement représentées – les rémunérations restent très basses. Et le personnel féminin se trouve le plus souvent contraint à des temps partiels en raison de ses obligations parallèles, entre les enfants, les tâches ménagères... Les femmes courent dans tous les sens, sans avoir du temps pour elles. C'est un stress total.

Quelle forme prendra la Grève? On parle aussi beaucoup d'actions sans réel débrayage, de congés, enlevant le caractère contestataire, subversif du mouvement...

Cette mobilisation prendra effectivement différentes formes selon les possibilités des participantes. Cette pluralité des options permettra ainsi de n'exclure aucune salariée souhaitant s'impliquer dans le mouvement, sachant aussi les pressions subies dans certaines entreprises. Dans des administrations, on a décidé d'occulter un congé payé ou non, ou seulement pour les femmes, ou la possibilité de terminer le travail tôt... Les services publics doivent être un modèle. Et quelques-uns ont admis la nécessité de faire avancer les choses. Au niveau des actions, plusieurs idées font leur chemin comme celle d'arrêter le job à 15h24 car, au-delà de cette heure, les femmes travaillent gratuitement en raison de la discrimination salariale qui les frappe. Les unes feront des pauses café ou repas prolongées, d'autres s'habilleront de mauve ou de violet ou porteront le badge ou le bracelet de la Grève. Dans certaines sociétés, on a décidé de faire du bruit à 11 heures... Les moyens de «faire grève» seront multiples. Les grévistes qui cesseront le travail à 15h24 se rassembleront ensuite pour des manifestations locales.

Mais les femmes qui envisagent une vraie grève enfreignent-elles la loi? Risquent-elles des sanctions, voire un licenciement?

La grève est légitime. L'égalité figure dans la Constitution depuis 1991. C'est son non-respect qui est illégal, inadmissible dans un Etat de droit.



14.06.2019

Ambiance féministe. Les femmes se sont mobilisées en force ce 1^{er} Mai comme ici à Bienne. De quoi réjouir Corinne Schärer soulignant les innombrables comités qui se sont créés en vue du 14 juin.

Criminaliser les femmes qui feraient grève, leur faire peur alors que ce sont elles les victimes: c'est quand même le pompon! D'autant plus que les femmes ont tout tenté pour faire appliquer la Loi avant d'opter pour cette solution. Plusieurs discussions parlementaires ont débouché sur le Dialogue pour l'égalité sans que le succès soit au rendez-vous. Très peu d'employeurs ont joué le jeu. Il s'agit aujourd'hui d'une grève sociale. Si, juridiquement, on ne peut écarter tous risques – bien que limités – les salariées qui ont décidé de débrayer et craignent des sanctions sont invitées à prendre conseil auprès d'Unia. Chaque cas est particulier.

La présence ou non des hommes a aussi fait couler beaucoup d'encre. Sont-ils au final les bienvenus le 14 juin?

Oui, ils le sont. Nombre d'entre eux participent aux préparatifs et se montrent solidaires du mouvement. Ils aident à la logistique, les infrastructures, la sécurité, etc. On attend aussi des hommes qu'ils remplacent les femmes au travail où c'est indispensable. Qu'ils s'occupent au besoin des enfants, des repas. Mais c'est important que le leadership reste aux mains des femmes. Il s'agit de faire avancer leurs droits même si les hommes font aussi partie des proces-

sus pour réaliser l'égalité. Quoi qu'il en soit, cibler la grève sur la présence des hommes ou non est hors sujet et ne sert qu'à diviser le mouvement.

A votre avis, pourquoi l'égalité reste à la traîne? S'agit-il uniquement d'une question d'argent?

L'égalité avance au rythme de l'escalot et la question financière n'y est évidemment pas étrangère. Plus largement, la mettre en œuvre signifie un réel changement de société. Les hommes devraient davantage partager les rôles, les places, le pouvoir, les profits, assumer aussi leur part du travail non rémunéré. Ces facteurs expliquent aussi la résistance.

Vous avez participé à la Grève du 14 juin 1991. Que retirez-vous de cette expérience? Qu'a changé cette mobilisation?

Cette première mobilisation a été soutenue par des centaines de milliers de femmes. A l'Université où j'étudiais alors, j'ai vécu une réelle expérience de solidarité et mesuré le poids d'un tel mouvement avec, par la suite, davantage de professeurs femmes et la mise en place d'un département consacré aux études de genre. A l'école où j'étais parallèlement enseignante à temps partiel, ma participation à la grève a provoqué une discussion sur l'égalité.

Un homme s'est chargé de mes cours pour que je puisse débrayer. La Grève de 1991 a permis nombre d'avancées – même si celles-ci restent insuffisantes – comme le congé maternité payé à 80% et d'une durée de 14 semaines. Un premier pas dans la bonne direction.

Qu'attendez-vous de ce 14 juin?

Y aura-t-il une suite à ce mouvement?

J'attends un engagement massif des femmes, à la hauteur de tout ce qui ne fonctionne pas, notamment dans le domaine du travail et de l'égalité des chances. Une fois encore, il n'est pas acceptable que les femmes triment gratuitement. Je n'oublie pas en même temps qu'il aura fallu une centaine d'années pour que les femmes obtiennent le droit de vote et une soixantaine pour l'octroi de l'assurance maternité. Dans tous les cas, Unia poursuivra la lutte. Ce 14 juin n'est que le prélude à un combat en faveur de meilleures conditions de travail et, en particulier, de rémunérations du personnel féminin. Nous entamerons les négociations salariales cet automne. Nous nous battons aussi pour la conclusion de conventions collectives de travail dans les métiers dits féminins où elles font le plus souvent défaut, comme dans les soins ou le commerce de détail. ■

Les femmes en ont marre de pédaler pour l'égalité

A l'occasion de l'étape du Tour de Romandie à Morges, Unia a rappelé, lors d'une action colorée, l'importance de se mobiliser le 14 juin prochain pour obtenir, enfin, l'égalité

Manon Todesco

Le 2 mai, le Tour de Romandie faisait escale à Morges. Unia Vaud a profité de cet événement rempli de testostérone pour remettre la question des femmes et de l'égalité au centre des préoccupations. C'est ainsi qu'un immense vélo rose en papier mâché trônait à l'arrivée de l'étape, à l'Hôtel de Ville, accompagné de la banderole: «Marre de pédaler pour l'égalité!». Des centaines de tracts ont également été distribués aux personnes présentes afin de les sensibiliser aux inégalités dont sont victimes les femmes. «23 ans après l'adoption de la loi sur l'égalité et 38 ans après l'inscription de l'égalité dans la Constitution fédérale, force est de constater que les femmes restent discriminées à plusieurs égards», ont

souligné les syndicalistes en T-shirts violets, à l'occasion de cette action symbolique haute en couleur. Pour rappel, aujourd'hui, les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes et sont plus nombreuses à travailler dans les secteurs les plus précaires. La Suisse ne dispose toujours pas d'un congé parental, ce qui ne permet pas une répartition équitable des tâches. Une femme sur dix perd son emploi au retour de son congé maternité. Et enfin, une fois à la retraite, dans leur grande majorité, les femmes touchent une rente qui ne leur permet pas de vivre dignement. Pour toutes ces raisons et pour que la donne change durablement, Unia appelle à une mobilisation massive à la Grève des femmes le 14 juin prochain pour réclamer du respect, du temps et de l'argent! ■



NEL LABRADOR

L'équipe de choc d'Unia au Tour de Romandie...

UNIA

UN PACTE IMPROBABLE

Deux hommes que (presque) tout sépare ont créé une plateforme pour retrouver le lien à la Terre. Une autre voie écologique

Textes Aline Andrey

Kim Pasche, archéologue expérimental, et Michael Palma, banquier. L'un, jaquette de bûcheron, chaussures de marche, chignon et barbe dense. L'autre, costume taillé sur mesure, cravate, cheveux courts. Enfants, le premier avait pour modèle les chasseurs-cueilleurs et son grand-père vivant dans les bois du Jorat, le second son père banquier et les footballeurs. Kim Pasche a grandi à Moudon, mais vit une partie de l'année dans les bois du Yukon dans le Grand-Nord canadien et dans la Drôme. Michael Palma vit à Genève après une enfance lausannoise. L'un se coupe régulièrement de la société capitaliste, l'autre y est plongé quotidiennement. Ce qui les rassemble? Leur souci du futur de la Terre. Les deux jeunes pères se sont rencontrés à la suite de l'émerveillement de Michael Palma devant le documentaire sur Kim Pasche diffusé dans *Passe-moi les jumelles* en 2015. Depuis, ils se sont séparés plusieurs fois, pour mieux se retrouver dans leur projet commun créé officiellement le 2 mai 2018: la Plateforme d'alliance collaborative pour la Terre (Pact*). En sous-titre sur leur site internet: «Chaque création est le fruit d'une rencontre de deux forces, deux êtres, complémentaires.» Leur logo: deux mains qui se serrent, et qui fait écho aux patronymes des deux hommes. L'origine de Pasche vient du mot pacte, Palma de la paume de la main. Leur élan: défendre les valeurs du vivant, proposer une autre vision du monde inspirée de celle des peuples racines.

ÉLOGE DE LA LENTEUR

Dans une banque privée genevoise bicentenaire, les deux hommes se retrouvent avec leurs nouveaux partenaires, Patrick Flückiger et Fabrice Guélat. Les projets fourmillent, mais se mettent en place avec une lenteur revendiquée. «Dans ce monde où tout se précipite, on a tendance à vouloir répondre de manière précipitée. Pact tente de faire preuve de discernement, en commençant par observer», explique Kim Pasche. «Nos plus de 400 membres attendent que l'on enclenche des mécanismes. En tant que logisticien bancaire, j'ai l'habitude des business plans. Mais là, on a décidé de se poser autour du feu, dans une passivité créative. J'apporte à Kim un certain pragmatisme. Et lui me rappelle la voie des bois, le cycle de la nature, la sagesse. Mais je me bouffe encore les ongles», indique Michael Palma, en montrant ses doigts, sans perdre le sourire. «Nous sommes très différents, mais nous nous enrichissons. Et nous voulons tous les deux porter une vision d'une nouvelle Terre.» A ses côtés, le chasseur-cueilleur renchérit: «Michael m'empêche de trop me diluer et de quitter ce monde pour ma forêt. Je perds souvent patience dans le monde moderne, mais je suis peut-être plus utile ici en jouant mon rôle de passeur. Pact, c'est l'idée d'oser recréer du lien, même improbable, qu'on pourrait potentiellement répliquer à toutes les échelles. Un gouvernement pourrait prendre comme conseillers des Papous par exemple. Pour l'instant, Pact est une plateforme en construction qui vise à mettre en lien et en collaboration des gens éclairés et influents, comme Michael, avec des gens et des projets qui nourrissent la vision de l'homme comme membre à part entière de l'écosystème.»

NI MÉCÉNAT NI BONNE CONSCIENCE

A l'heure où le *greenwashing* (le fait de se donner une fausse image de responsabilité écologique) est en vogue et le mécénat toujours d'actualité, en quoi diffère la démarche de Pact? Kim

Pasche: «J'avoue avoir eu beaucoup de réticences au début. Michael peut représenter le monde du consumérisme et du capitalisme, et l'on pourrait imaginer une volonté de se racheter une conscience. Mais, même s'il ne veut pas le dire, Michael a pris des risques en s'engageant dans cette aventure. Nos projets se veulent collaboratifs, empreints de partage entre nos deux mondes. Pact se veut un lieu de troc, plus que de mécénat, une tentative d'infiltrer un système de façon ouverte et transparente, dans la bienveillance. Une manière de réintégrer du sauvage dans le monde moderne, de profiter des interstices. C'est une énergie qui va dans les deux sens. C'est un défi contre toutes les tendances qui nous entourent. L'idée est de ne pas créer en réaction. Car aller contre, c'est l'autre face d'une même pièce. Il faut penser différemment. On se veut une tierce voix, ni pour ni contre.»

UNE GRANDE MARCHÉ

Concrètement quelques jalons ont été posés: des projets de permaculture itinérante, des ateliers de «savoirs premiers» ou ancestraux proposés dans le

système scolaire, et une grande marche qui mènerait de jeunes Amérindiens du nord du Canada, les Gwitchins, au peuple Kogi en Colombie. Neuf mois de traversée, 12 000 kilomètres, à pied, à cheval, en canoë... Kim Pasche explique: «Ça va être tellement long qu'ils auront le temps de travailler l'intention et de rencontrer des guides d'autres peuples. Les Kogis font figure d'exception. Ils vivent avec la modernité à leur porte, entrent en contact, mais sans mettre en danger leur culture. Ils ont un seul téléphone collectif, quelques machettes. Ils sont très prudents. Les autochtones du Canada sont d'avantage à la merci de notre modernité. Ils ont été obligés de scolariser leurs enfants, d'avoir un carnet de santé, de se sédentariser. Mais ils ont gardé des souvenirs, un élan.» Dans cette aventure, Pact se ferait l'intermédiaire, une plateforme d'échanges, de connaissances, de logistique. Mais Kim Pasche reste aux aguets: «Dans tous projets, je me méfie de notre tendance occidentale à vouloir organiser et déformer la pensée sauvage.» ■

*platformact.org

LA PENSÉE SAUVAGE

L'association Pact prend pour modèle les peuples racines, dénommés aussi peuples premiers ou autochtones. Soit les Amérindiens, les Papous, les aborigènes et tous les autres: 6000 peuples, comptant quelque 300 millions d'individus dans 70 pays, qui ont toujours su vivre dans leur environnement sans le mettre en danger. Kim Pasche est dans ce sens un passeur, lui qui a réappris les gestes ancestraux des chasseurs-cueilleurs et les enseigne lors de stages donnés à de jeunes Amérindiens canadiens, des enfants suisses ou encore des adultes français ou d'ailleurs. «Au-delà des gestes, les peuples racines représentent un raccourci pour nous, pour nous relier au sauvage, pour comprendre comment il est possible de vivre sans juge, sans prison, sans police, en incluant toutes les dérives de l'âme humaine. Ils peuvent nous instruire sur ce que nous ne voyons pas. C'est l'histoire de la grenouille dans l'eau tiède: si on augmente progressivement la température, elle ne se rend pas compte que l'eau est en train de bouillir. Les peuples racines peuvent nous dire qu'elle est déjà très chaude. Paradoxalement ils sont très ouverts à la technologie. Mais ils ont encore ce souvenir, cet élan, cette porosité au monde vivant. Pour faire preuve de discernement, il faut l'Autre, le différent. L'urgence est là, à mon avis, l'écologie découle naturellement de la résonance avec le monde des peuples racines. La place de l'homme moderne est à retrouver, pas à trouver. «La présence à la présence de la nature», comme le dit si justement Marcel Conche. Le monde nous tend la main, mais on n'entend plus cette voix. Nous sommes terriblement coupés de la terre», exprime Kim Pasche un peu plus tard, dans le parc des Bastions à Genève, s'excusant de son débit de parole, souvent intense lorsqu'il revient de plusieurs semaines dans les bois. Un sauvage dans un parc urbain? «Le sauvage est partout: dans cette corneille, dans ces racines qui bousculent le béton, ces feuilles qui poussent, cet élan vital. Loin des statistiques, la posture écologique de Pact est de privilégier le bon sens et l'observation. Or, ce que je peux constater c'est que Moudon, mon village, a vu sa surface bétonnée doubler depuis ma naissance il y a 36 ans. Il n'y a plus d'insectes sur le pare-brise des voitures, beaucoup moins de cabanes dans les forêts. Mais la nature trouvera une voie. L'urgence, c'est de revitaliser notre lien au sauvage, et donc à l'enfant qui est en nous. Les enfants sont sauvages par définition, par leur sensibilité, leur curiosité, leurs expérimentations...» ■

gens-des-bois.org



Kim Pasche, archéologue expérimental, et Michael Palma, banquier, réunis par leur souci commun du futur de la Terre.

POING LEVÉ

COMPLICES DE LA VIOLENCE LIBYENNE

Par Aline Andrey

La France prévoit de livrer six bateaux, gratuitement, aux gardes-côtes libyens pour faire face aux «problèmes de l'immigration clandestine», selon sa cheffe des armées. Si l'Hexagone, tout comme ses voisins, a pris l'habitude de fermer les yeux sur les violences inconcevables subies par les personnes migrantes dans cet Etat de non-droit, aujourd'hui elle encourage donc les pratiques barbares de la Libye en lui fournissant des moyens logistiques. Huit ONG – Amnesty International France, Médecins sans frontières, Asgi, Avocats sans frontières, Gisti, Cimade, Ligue des droits de l'homme, Migreurop – dénoncent une France «complice des atteintes commises». Pour cette raison et en invoquant la violation des embargos onusien et européen sur la livraison de matériel militaire à la Libye, elles ont saisi la justice le 26 avril pour demander la suspension de cette décision.

Ces ONG rappellent que les gardes-côtes libyens ont, à plusieurs reprises et délibérément, mis en danger la vie et la sécurité des personnes en détresse sur leurs embarcations d'infortune, en les repoussant à l'eau, en les menaçant de leurs armes, en tirant des coups de feu... Depuis deux ans, près de 30 000 êtres humains ramenés en Libye ont été placés dans des centres de détention, indéfiniment et arbitrairement, sans accès à un avocat. Viols, tortures, famine et surpeuplement constituent leur enfer quotidien. Des enfants sont détenus dans les mêmes conditions sordides. Dans un rapport, l'ONU parle d'«horreurs inimaginables»: «Dans toute la Libye, des corps non identifiés de migrants et de réfugiés portant des blessures par balle, des marques de torture et des brûlures sont fréquemment découverts dans des poubelles, des lits de rivière asséchés, des fermes et le désert.»

Pendant ce temps, l'Union européenne continue d'externaliser le contrôle de ses frontières et de multiplier les entraves aux navires de sauvetage tels que l'*Aquarius* – le Gouvernement suisse n'a de surcroît pas voulu lui accorder un pavillon – ou le *Sea Watch*. L'Italie refuse l'accès à ses ports, Malte a mis sous séquestre un bateau. Et même l'Espagne qui avait ouvert le port de Barcelone au navire *Open Arms*, l'a ensuite bloqué pendant 100 jours. Le 25 avril, l'embarcation a enfin pu reprendre la mer pour amener du matériel humanitaire dans des camps de réfugiés en Grèce, mais avec l'obligation de n'effectuer aucune étape intermédiaire – en d'autres termes, avec l'interdiction de secourir des embarcations en détresse – sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 900 000 euros. Depuis 2014, au moins 18 000 personnes sont mortes en Méditerranée, devenue cimetière marin; 2300 victimes rien qu'en 2018, dont la moitié près des côtes libyennes! Cette augmentation des naufrages est en corrélation directe avec la réduction des moyens de sauvetage voulue par l'UE, dès lors coupable de la mort d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont préféré risquer leur vie en mer plutôt que de périr à petit feu en Libye. ■

SOS Méditerranée a lancé une campagne le 15 avril: «Soyez humains, sauvez des vies en mer et respectez le droit!»: sosmediterranee.ch

LES FEMMES MÈNENT LE BAL

Mercredi dernier, des dizaines de milliers de travailleurs ont célébré le 1^{er} Mai dans l'ensemble du pays. Dans la plupart des localités parties prenantes, cette édition aura résonné comme un prélude à la Grève des femmes du 14 juin. Avec nombre de manifestantes qui ont réclamé davantage d'équité, de respect et de temps. Et une foule revendiquant de manière générale, «plus pour vivre»! Si la plus grosse mobilisation a eu lieu à Zurich, avec 16 000 personnes présentes, les villes romandes n'étaient pas en reste. Petit tour d'horizon

Sion: urgences plurielles

Ambiance conviviale à Sion où quelques centaines de personnes se sont réunies autour de tables pour un moment d'échanges et de partage rythmé par la fanfare Anach Cuan. Une manifestation festive mais aussi combative marquée par la présence d'un stand du collectif femmes – où, constatera une de ses membres, le besoin de conscientisation des inégalités est fort dans le canton – et sur fond du 100^e anniversaire de l'Union syndicale valaisanne. A l'heure des allocutions, Pierre-Yves Maillard, le nouveau président de l'Union syndicale suisse (USS), a insisté sur les urgences climatique, sociale et de justice. Se référant à la forte mobilisation de la jeunesse sur la question environnementale, il a rappelé la dimension politique liée à la dégradation de la planète, dénonçant l'impact d'un «système économique fondé sur l'accumulation de capital et la libéralisation des marchés». Le responsable de l'USS a illustré l'urgence sociale par différents exemples en Europe et notamment en France voisine où, a-t-il relevé, 50% des salariés travaillant à plein temps gagnent moins de 2000 francs par mois. Qualifiant la situation dans notre pays «d'un peu meilleure», il a néanmoins fait part de ses inquiétudes par rapport au 2^e pi-



Willy Monnet, militant de la première heure, ne manque jamais la Fête des travailleurs.

PATRONAT TOUJOURS PLUS DUR

De son côté, Mathias Reynard, conseiller national, a entre autres axé son intervention sur le quotidien au travail avec un climat qui se durcit sans cesse, une augmentation du stress de 30% en dix ans, les cas de burn-out qui explosent, un épuisement émotionnel frappant près de la moitié des employés, le harcèlement sexuel subi par une salariée sur trois au cours de son parcours professionnel. Et le Valaisan d'appeler à la lutte collective. Appel réitéré par la députée du Parlement du Portugal, Wanda Guimaraes, qui s'est exprimée en grande



Invité d'honneur du 1^{er} Mai séduisois, Pierre-Yves Maillard, le nouveau président de l'Union syndicale suisse.

liar qui «n'en finit pas de décevoir les attentes» et les primes d'assurance maladie, «cet impôt inique qui accable de nombreux ménages et la classe moyenne». Sur ce dernier point, le Vaudois a rappelé le soutien de l'USS à l'initiative populaire qui vise à un plafonnement des primes à 10% par ménage. Le responsable syndical a encore évoqué l'urgence de justice, faisant référence à la condition désastreuse des femmes dans nombre de pays avec «desquels nos nations démocratiques ont pourtant des relations économiques ou diplomatiques sans histoires». Et dénoncer la situation des femmes aussi dans nos frontières, listant les inégalités dont elles sont toujours victimes, notamment en termes de salaire.

a raconté l'homme qui continue néanmoins à s'engager. Pour ses enfants et comme l'ont fait ses parents. «Et parce qu'il y a des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres. Que le patronat ne cesse de durcir ses positions. Que l'argent est placé dans le virtuel et non plus investi dans la création de places de travail». Mais si Willy Monnet a toujours répondu présent aux mobilisations syndicales, il ignore s'il participera à la grève des femmes le 14 juin. «On dirait qu'elles ne nous veulent pas. C'est un peu vexant. C'est nous maintenant, les hommes, le sexe faible», conclut-il en rigolant. ■

Sonya Mermoud



DEMIER SCHNEIDER

Genève: convergence des luttes



DEMIER SCHNEIDER

À Genève, juste derrière les quatre ramoneurs, ce sont les femmes, notamment les jeunes. La communauté internationale était également présente, des Latino-Américains aux Soudanais en passant par les Kurdes et quelques Gilets jaunes français. Cette année, le bloc révolutionnaire figurait aux abonnés absents, pour cause de tensions internes d'après nos sources. L'une de ses composantes a quand même défilé à bord d'un tracteur appelant à la révolution paysanne et à la décroissance. Parti de la place des 22-Cantons, empruntant le pont du Mont-Blanc et les rues basses, le cortège a terminé sa course, comme à son habitude, au parc des Bastions, sous un grand soleil, et laissé la place aux discours officiels. Leaders de gauche, syndicalistes et travailleurs ont appelé à la convergence des luttes. Égalité, climat et justice sociale étaient au cœur des revendications à l'heure où les forces néolibérales et réactionnaires gagnent du terrain en Europe et dans le monde. Les femmes ont revendiqué le «droit de vivre libres dans une société qui garantit des droits égaux pour toutes» et appelé à une mobilisation massive le 14 juin pour que leur travail soit visible, pour que leurs

requêtes soient entendues, pour que l'espace public soit à elles et pour montrer que «sans les femmes, rien n'est possible». Dès 16h, le tout nouveau festival Avant! a pris le relais, faisant place à des groupes locaux aussi engagés que talentueux. ■

Manon Todesco



ERIC ROSET

Lausanne: du violet au rouge

«Patriarcat t'es foutu, les femmes sont dans la rue, travailleuses, étudiantes, retraitées, on n'laissera plus rien passer!» C'est avec ce slogan, et bien d'autres, que les femmes ont marqué ce 1^{er} Mai 2019 à Lausanne, comme une sorte d'ultime échauffement à la grève féministe du 14 juin. Sur la place de l'Europe baignée de soleil en fin d'après-midi, une chorale anarchiste entame des chants engagés, puis la sono passe en boucle des airs de l'histoire du monde ouvrier avec *L'Internationale* (France, 1871), *Bella Ciao* (Italie, 1944), *El pueblo unido jamás será vencido* (Chili, 1970), ou encore *On lâche rien* (France, 2011). Le serpent humain, composé de plus de 800 personnes, s'ébranle dans les rues lausannoises, femmes en tête, en violet et aux poings levés, suivies par les drapeaux rouges des syndicats et des partis de gauche, du collectif vaudois de soutien aux sans-papiers ou encore de partisans kurdes brandissant la photo de Leyla Güven, opposante politique en grève de la faim.

«So-so-so solidarité, avec les femmes du monde entier! hurle les militantes. Y en a assez, assez, des inégalités, ensemble, assemble, ensemble il faut lutter!» En passant devant la Migros, Maria Pedrosa, secrétaire syndicale du Syndicat des services publics (SSP), appelle aussi à la solidarité avec le personnel de la vente. Puis Tamara Knesevic, membre du collectif vaudois de la grève féministe, invite tous les passants à rejoindre la manifestation et la lutte pour l'égalité.

A l'issue du défilé, la parole est donnée à de nombreuses militantes, à commencer

par Geneviève de Rahm qui insiste: «44 jours avant la grève, nous rappelons que nous ne sommes pas contre les hommes, mais contre le système patriarcal qui a fait son temps. Les hommes sont invités à nous soutenir. Il n'a jamais été question de les exclure!» Un système patriarcal qui enferme les hommes comme les femmes, ajoute une autre féministe. L'amélioration nécessaire des conditions de travail dans les secteurs professionnels largement féminins tels que les soins, le social ou l'éducation est également mise en évidence. «Notre grève a pour but un changement de société radical, mais est aussi au cœur du contrat de travail avec les questions de salaires, de temps de travail, de congés, de harcèlement sexuel...» souligne Vanessa Monney, secrétaire syndicale au SSP. La Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) est aussi critiquée par une oratrice, car «qui dit assèchement des caisses publiques dit appauvrissement du service public, là où une majorité de femmes travaillent». Sur la plus large banderole du défilé, ces mots: «Les femmes passent à la caisse, les actionnaires encaissent! Non à la RFFA!» Entre autres discours féministes, la députée Verte Léonore Porchet appelle à la convergence des luttes, notamment entre féminisme et climat. «La société de consommation exploite les femmes et détruit l'environnement, avec pour seul but celui d'enrichir les actionnaires. Le 14 juin, faisons aussi la grève de la consommation: n'achetons rien!» ■

Aline Andrey



ALINE ANDREY



ERIC ROSET

Fribourg: non à l'allongement des horaires d'ouverture des magasins

Plus de 300 personnes se sont retrouvées en fin d'après-midi sur la place Python pour le 1^{er} Mai fribourgeois. «Une participation très correcte», se réjouissait le secrétaire régional d'Unia Fribourg, Armand Jaquier. Entre les stands syndicaux et ceux de mouvements progressistes, refaisant le monde entre copains un verre de Cardinal à la main, les travailleurs du secteur privé syndiqués Unia, Syna ou Syndicom étaient apparemment plus nombreux que les salariés de la fonction publique malgré leur forte mobilisation de la veille pour défendre leur retraite (près de 4000 grévistes).

C'est la question de l'allongement des horaires d'ouverture des commerces de 16h à 17h le samedi, sur lequel les Fribourgeois sont appelés à se prononcer le 30 juin, qui a été abordée par les premières oratrices. En français et en allemand, Jasmine Berruex d'Unia et Marie-Louise Fries de Syna ont dénoncé ce projet de la majorité de droite qui se répercutera sur la vie de famille des employés de la vente alors que leur sort n'est déjà pas enviable. «Connaissez-vous le salaire de certaines vendeuses? Il est d'à peine 3000 francs pour 45 heures de travail. Trouvez-vous qu'un tel salaire permette de vivre dignement?» ont questionné les deux secrétaires syndicales. «Ce qu'il nous faut, c'est une CCT avec un salaire minimum», ont-elles dit, avant d'inviter les électeurs à glisser un «non» dans l'urne: «Soyez solidaires, le personnel de la vente compte sur vous.» Second thème, la grève des femmes. Mélanie Gayre de Syna a présenté le collectif fribourgeois du 14 juin, qui réunit 150 femmes «de tout horizon» et qui permet à chacune d'elles de «s'exprimer et de participer». Puis Catherine Friedli du Syndicat des services publics a égrené les revendications. Parmi celles-ci, relevons la «diminution générale du temps de travail», «parce que nous nous épuisons à tra-



NEL LABAUDOU

vailer», et le «partage des tâches et de la charge mentale», «car l'égalité, c'est aussi reconnaître tout le travail, notamment le travail domestique», a plaidé la permanente syndicale en incitant les travailleuses à se mobiliser. «Contactez les syndicats, on est là pour vous aider à préparer cette grève.» C'est sur la place Python que se tiendra d'ailleurs le piquet de grève central le 14 juin avec des animations et une garderie. Enfin Martine Fagherazzi-Barras, pour le Parti socialiste, a plaidé pour que les femmes obtiennent la «juste reconnaissance économique qu'elles méritent».

Après les discours, le cortège s'est formé aux accents de *L'Internationale* pour un défilé au centre-ville derrière le slogan «Grève, grève féministe, Frauen, Frauenstreik!» martelé au micro par Catherine Friedli. ■

Jérôme Béguin

Porrentruy: femmes en tête

Près de 400 personnes en provenance du Jura et du Jura bernois ont défilé dans les rues de Porrentruy avant de rejoindre la grande salle de l'Inter. En tête du cortège et venues en nombre, les femmes ont fortement marqué ce 1^{er} Mai interjurassien. Une vingtaine d'entre elles sont montées sur la scène pour dénoncer chacune à leur tour les multiples injustices que subissent les femmes et exprimer leurs exigences d'égalité. Un prélude à la grève des femmes du 14 juin. A noter également une participation active des postiers en lutte contre la dégradation de leurs conditions de travail ainsi que celle de nombreux jeunes syndicalistes appelant à la convergence des combats entre la justice sociale et la sauvegarde de la planète. ■

Pierre Noverraz



PIERRE NOVERRAZ

Bienne: «La grève des femmes vient à point nommé»

À Bienne, la manifestation du 1^{er} Mai a attiré près de 400 personnes de la place de la Gare à la place Centrale, lieu où les grévistes sont appelés à converger le 14 juin. «La grève n'est ni un tabou ni un crime. C'est un moyen légitime pour faire avancer les bonnes causes», a rappelé, dans un discours, Véronique Polito. La membre du comité directeur d'Unia a cité en exemple sa fille qui a participé avec des copines à la grève du climat du 15 mars dernier malgré les menaces de sanctions scolaires. «Si des jeunes filles de 13 ans ont le courage de faire grève et de descendre dans la rue pour sauver la planète, pourquoi nous, les femmes, devrions-nous plier les genoux et subir le dictat de ceux qui croient être au-dessus des lois?» a questionné la syndicaliste. «Les salaires stagnent et les primes des caisses maladie n'arrêtent pas d'augmenter. Beaucoup, surtout des femmes, se demandent désormais, désespérés, comment ils pourront encore payer leurs factures», a souligné de son côté le premier secrétaire de l'Union syndicale suisse, Daniel Lampart. «La situation des femmes doit rapidement s'améliorer. La grève vient donc à point nommé.» ■ JB



LUCAS DUBUIS

Neuchâtel: «La lutte ne sera pas finie le 14 juin!»



LUCAS DUBUIS

Comme dans les autres cantons, le 1^{er} Mai neuchâtelois a mis en avant la grève des femmes du 14 juin. Seules des femmes se sont d'ailleurs exprimées lors de la manifestation en ville de Neuchâtel. «Il est primordial que tout le monde participe à la grève, mais la lutte ne sera pas finie le 14 juin! La lutte pour l'égalité entre les genres, la lutte contre le dérèglement climatique, pour plus de justice sociale, pour plus de solidarité internationale est un travail de longue haleine qui doit nous mener à la fin du capitalisme!» a déclaré la jeune popiste Camille Vuillemin. «Le capitalisme a mis la famille traditionnelle et les inégalités de genre en son centre. Avec son avènement, les femmes révoltées étaient brûlées pour sorcellerie: soyez des sorcières, le combat continue!» a lancé de son côté la déléguée cantonale à l'égalité, Nicole Baur, au 1^{er} Mai des Montagnes, qui se tenait cette année au Locle. Tandis qu'à Fleurier, les syndiqués et les militants se sont retrouvés devant le local d'Unia pour un repas et un concert engagé de Popchestra. ■ JB

DOUCE FRANCE

Les Gilets jaunes sont-ils des fachos? C'est à cette question que les réalisateurs Gilles Perret et François Ruffin tentent de répondre dans leur nouveau film, un *road movie* entre gravité et humour



Nicolas Jacot

«**F**achos, racistes, antisémites, homophobes, violence, radicalisme, dictature de la foule, négation de la France, etc.» C'est sur cette litanie martelée par des journalistes et des politiciens français à l'encontre des Gilets jaunes que s'ouvre le film *J'veux du soleil* du réalisateur Gilles Perret et du désormais homme politique François Ruffin. Bien décidés à se faire une idée par eux-mêmes et titillés par ces Gilets jaunes pour lesquels ils expliquent «éprouver de la sympathie», les deux hommes se lancent dans un

road trip, caméra au poing, à travers différentes régions de l'Hexagone à la rencontre de ces Corinne, Carine, Khaléd, Rémi, Denis, Cindy ou autres Marie. L'objectif des réalisateurs: mettre des visages et des noms sur ces vêtements fluorescents, leur donner la parole, écouter leurs souffrances. S'enchaînent des témoignages, ou plutôt des rencontres, tantôt brèves au détour d'un rond-point, tantôt plus approfondies dans l'intimité familiale. Des histoires personnelles s'égrainent alors avec une violence bouleversante, inimaginable au XXI^e siècle pour un pays réputé civilisé, sixième puissance mondiale. Une jeune femme handicapée confesse sa honte à devoir faire les poubelles. Un père de famille explique que c'est grâce aux deux pizzas gratuites qu'il reçoit de son employeur chaque semaine qu'il survit. Un jeune homme raconte, les larmes aux yeux, qu'à 28 ans, c'est sa grand-mère qui doit encore l'aider financièrement. Une femme confie qu'elle nourrit sa famille grâce aux lotos-quinnes auxquels elle participe gratuitement en faisant du bénévolat. Des récits parmi d'autres, reflets d'une population laissée-pour-compte et déniée.

A ces témoignages, alternent en contrepoint des images télévisuelles difficilement soutenables de violences policières à l'encontre des Gilets jaunes, et d'autres, pas beaucoup plus supportables, des discours iniques et de petites phrases narquoises du président Macron entre maladresse et arrogance. Le tout rythmé ironiquement par la voix de Charles Trenet et de sa chanson *Douce France*. Dans ce portrait amer d'un monde sans solidarité, l'optimisme montre toutefois le bout de son nez. Ce mouvement n'est-il pas enfin le moyen d'extérioriser la honte que rencontrent chaque jour ces femmes et ces hommes dans leur misère? Et ces points de blocage ne sont-ils pas, dans une société du chacun pour soi, les lieux pour se rassembler, échanger et se mobiliser? C'est en tout cas ce qu'affirment plusieurs Gilets jaunes, dans un espoir retrouvé et les yeux brillants, comme une brèche derrière laquelle on devine, peut-être, du soleil. ■



GUILLAUME TRICARD

J'veux du soleil de Gilles Perret et François Ruffin à l'affiche en Suisse romande depuis le 1^{er} mai.

AGENDA UNIA

FRIBOURG

PERMANENCES ANNULÉES

Pour la période de mai à juin, les permanences syndicales suivantes sont annulées:

Mercredi 8 mai (organisation interne):

annulation des permanences à Fribourg et à Bulle.

Mercredi 29 mai (veille de l'Ascension):

annulation des permanences à Fribourg et à Bulle

Judi 30 mai (Ascension): annulation de la permanence à Fribourg.

Mercredi 19 juin (veille de la Fête-Dieu):

annulation des permanences à Fribourg et à Bulle.

Judi 20 juin (Fête-Dieu): annulation de la permanence à Fribourg.

GENÈVE

SÉANCES

GI des retraités: mardi 14 mai à 9h30.

Ordre du jour: 1. Approbation de l'ordre du jour, excusés, annonce des divers. 2. Adoption du procès-verbal du mardi 9 avril 2019.

3. Informations syndicales et politiques.

4. Comités divers (suite). 5. Bilan de la participation aux stands (ouverture des magasins). 6. Sortie du CAD. 7. Sortie annuelle du groupe des aînés. 8. Divers.

GI migrants: mardi 14 mai à 18h30.

PERMANENCE PAPHYRUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

Les séances et la permanence ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds

Permanence administrative:

de 10h à 12h du lundi au vendredi,

de 15h à 18h les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

Permanence syndicale:

de 15h à 18h les lundi, mercredi et jeudi.

Le Locle

Ouverture du bureau:

lundi 9h30 à 12h, mardi et jeudi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi et mercredi 8h à 12h, mardi et jeudi 8h à 12h et 14h à 17h30.

Fleurier

Ouverture du bureau:

lundi, jeudi et vendredi 9h30 à 12h, mardi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi, jeudi et vendredi 8h à 12h, mardi 8h à 12h et 15h à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur

l'assurance chômage dans les

locaux d'Unia:

Neuchâtel: le mardi 21 mai à 16h.

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 23 mai à 16h.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h (administration uniquement).

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h (administration uniquement).

Moutier: lundi de 14h30 à 18h.

St-Imier: lundi de 14h30 à 18h,

jeudi de 14h30 à 18h (administration uniquement).

Permanence téléphonique: du lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h au 0848 421 600.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Tavannes: lundi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Moutier: lundi de 14h30 à 18h.

St-Imier: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: tous les matins de 9h à 12h au 0848 421 600.

PROGRAMME D'ACTIVITÉS

16 mai - Siky Ranch. Crêmines. Org. groupe Jura bernois.

22 mai - Comité des retraités à 14h. Restaurant à Moutier. Org. région.

7 juin - Journée pétanque. Delémont. Org. région.

13 juin - Comité romand. Lausanne.

Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.

20 juin - Pique-nique. Lieu à définir. Org. groupe Jura bernois.

4 septembre - Comité des retraités à 14h.

Restaurant à Porrentruy. Org. région.

12 septembre - Sortie annuelle. Lieu à définir. Org. région.

19 septembre - Dîner friture de sandre. Cabanes des Pêcheurs à Frinvilier. Org. groupe Jura bernois.

10 octobre - Comité romand. Lausanne.

Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.

17 octobre - Sortie automnale. A définir. Org.

groupe Jura bernois.

13 novembre - Saint-Martin. Restaurant de la

Cigogne à Miécourt. Org. Ajoie.

21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.

27 novembre - Comité et assemblée générale des retraités. Restaurant du Jura, Bassecourt. Org. région.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40.

Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20.

Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60.

Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30.

Mardi soir, de 17h à 19h.

VALAIS CENTRAL

SÉANCE D'INFORMATION

Le collègue Mauro Moretto, responsable national Unia pour le secteur tertiaire, animera une séance d'information sur le thème «Le renouvellement de la CCNT et ses enjeux»

BRÈVE

VANIA ALLEVA ENTRE AU CONSEIL DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE

C'est officiel, Vania Alleva a été élue le 26 avril dernier au conseil de banque de la Banque nationale suisse (BNS) à l'occasion de son assemblée générale. Elle siégera jusqu'en 2020, fin de la période administrative, en remplacement de Daniel Lampart, économiste en chef et premier secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS) ayant atteint la durée réglementaire maximale de mandat, à savoir douze ans.

«La politique monétaire de la BNS est très importante pour les salaires et l'emploi en Suisse, réagit la présidente d'Unia. Il est donc important que les syndicats fassent partie du conseil de banque.» ■ **MT**

RECTIFICATIF

Une faute s'est glissée dans l'article intitulé «Le harnais en question» dans *L'Événement syndical* du 1^{er} Mai. Il manque un «pas» de toute importance dans le texte: «La Suva rappelle l'importance de s'assurer au-dessus ou éventuellement à la même hauteur que le travailleur, à des points d'ancrage prévus à cet effet, par exemple sur les collerettes ou dans les oreillettes des cadres afin que le mousqueton soit perpendiculaire, mais surtout **PAS** en biais sur un tube vertical.» Avec nos excuses. ■ **L'ES**

La Fête de la Nature grouille de mille activités



YANN ANDRÉ

Pour sa 9^e édition, la Fête de la Nature invite à la rencontre des animaux et des végétaux de nos régions. La terre, le compost, les racines, les vers de terre et autres animaux discrets seront à l'honneur du 24 au 26 mai partout en Suisse. De nombreuses balades, accompagnées de spécialistes, sont proposées aux bords des lacs, des marais et dans les forêts, pour apprendre à connaître la faune et la flore, du plancton aux oiseaux, en passant par les abeilles et les petits animaux à écailles ou encore les lichens et les champignons. Des ateliers permettront de dessiner et de peindre dans la nature, de créer ses propres cosmétiques ou des petites figurines avec de la laine de mouton. Entre autres activités foisonnantes. ■ **AA**

Programme complet: fetedelanature.ch

mardi 14 mai à 20h, au café du Centre, rue Théodore Stéphan 4, à Crans Montana.

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire directement auprès de: francine.zufferey@unia.ch

A cette occasion, des informations seront aussi données sur la Grève des femmes.

VALAIS ROMAND

SOIRÉE D'INFORMATION

A l'attention des contremaîtres et chefs d'équipe le jeudi 23 mai au café de l'aéroport à Sion de 19h à 20h.

Unia Valais organise un module de formation pour contremaîtres, chefs d'équipe et responsables de chantiers sur le thème «Accidents de chantier: qui est responsable?» Dans le bâtiment comme dans le génie civil, sur un gratte-ciel ou au fond d'un tunnel, rien ne se fait sans le contremaître.

Or en cas d'accident, il se retrouve souvent le premier sur le banc des accusés.

Il vaut par conséquent la peine de connaître tes droits et tes devoirs!

1. Quand la responsabilité du contremaître est-elle engagée?
 2. Comment puis-je réduire les risques?
 3. Que dois-je faire en cas d'accident?
- Annonce-toi jusqu'au 17 mai auprès de: eric.rauis@unia.ch, 079 380 39 09 ou 027 602 60 00.

ramiro.ramhalho@unia.ch, 079 537 80 91.

manuel.leite@unia.ch, 079 648 12 38.

VAUD

SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun.

Vous pouvez les contacter au 0848 606 606. Depuis la France au 0041 848 606 606.

PERMANENCES SYNDICALES

Aigle: chemin de la Zima 2. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, 1^{er} samedi du mois de 9h à 11h.

Patronat Ital/Ui: de 15h à 17h30,

1^{er} et 3^e mercredi du mois.

Château-d'Œx: pas de dates fixes,

prendre contact avec le secrétariat de Vevey.

Lausanne: place de la Riponne 4.

Lundi de 14h à 17h30, mardi et jeudi de 14h à 18h30, samedi de 9h à 11h.

Le Sentier: Grand-Rue 44.

Mardi et jeudi de 14h à 18h.

Morges: Grand-Rue 73-75, Jeudi de 16h à 18h30, dernier samedi du mois de 9h à 11h.

Nyon: place Bel-Air 6. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois.

Payerne: rue du Simplon 10.

Jeudi de 16h à 18h30.

Crissier: rue des Alpes 51.

Mardi et jeudi de 16h à 18h30.

Vevey: avenue Paul-Cérésolo 24. Lundi de 16h à 17h30, mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois.

Patronat Ital/Ui: de 14h à 16h, 1^{er} et 3^e mercredi du mois.

Yverdon: rue Haldimand 23. Lundi de 16h à 17h30, mardi et jeudi de 16h à 18h30,

samedi de 9h à 11h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80.

Crissier: 021 612 00 40.

Morges: 021 811 40 70.

Nyon: 022 994 88 40.

Yverdon: 024 424 95 85.

Le Sentier: 021 845 62 66.

Vevey: 021 925 70 01.

Aigle: 024 466 82 86.

LES SALAIRES RESTENT BLOQUÉS DANS LA VENTE

Les syndicats genevois demandent l'édiction d'un nouveau contrat-type de travail dans le secteur incluant l'indexation des salaires

Manon Todesco

Il y a quelques semaines, les associations patronales du commerce de détail genevois déposaient un recours au Tribunal fédéral contre le nouveau Contrat-type de travail (CTT) de la branche. Le problème, d'après ces dernières? L'indexation des salaires minimums au coût de la vie depuis le 1^{er} janvier 2019, au motif qu'elle n'a pas été expressément requise par le Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME), commission tripartite genevoise représentant l'autorité compétente en matière de politique générale du marché du travail. Selon la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), et comme le prévoit la législation cantonale, c'est à la Chambre des relations collectives de travail (CRCT) de fixer librement les salaires. Le CSME s'étant réuni en séance, les syndicats genevois lui ont demandé que ce point figure à l'ordre du jour, afin de décider explicitement de l'indexation des salaires. «Malheureusement, une majorité du CSME (patrons

et Etat) a évoqué la procédure en cours au TF pour repousser la décision, déplore Alessandro Pelizzari, président de la CGAS à la sortie de séance. A deux semaines d'un scrutin sur l'ouverture dominicale, où les patrons de la vente prétendent que les conditions de travail du personnel sont suffisamment réglementées pour ne pas nécessiter une CCT, force est de constater que l'instance majeure de surveillance du marché du travail a décidé de ne pas agir.» Pour rappel, cette adaptation salariale aurait fait passer le minimum mensuel à 4007 francs brut pour 42 heures par semaine, soit une augmentation de 60 francs par rapport à l'ancien contrat-type. A la suite du recours patronal, les salaires resteront donc en dessous des 4000 francs. ■



THÉRIY PORCHET

A la suite du recours patronal, les salaires minimums mensuels dans la vente à Genève resteront en dessous de 4000 francs.

Le scrutin approche

Pour Unia, il y a une certaine hypocrisie de la part des patrons à, d'un côté, se battre contre une hausse des salaires de 60 francs par mois et, de l'autre, dire que travailler trois dimanches de plus par an – comme le permettrait la modification de la Loi sur les ouvertures des magasins – mettrait du beurre dans les épinards. Pas question de dégrader davantage les conditions de travail des vendeuses, c'est pourquoi les syndicats refusent que les ouvertures dominicales ne soient plus conditionnées à l'existence d'une CCT et appellent les électeurs à voter Non le 19 mai prochain. ■ MT



MANON TODESCO

Après «Good Bye, Lenin», Good Bye, Jaurès?

Dans *Socialiste un jour, socialiste toujours*, Jean-Claude Rennwald propose des voies pour éviter la chute de la social-démocratie européenne

Propos recueillis par Jérôme Béguin

En Europe, on le sait, la social-démocratie a des problèmes de santé. Tandis qu'à l'autre bord, la droite nationale-populiste est au mieux de sa forme. Dans son dernier ouvrage, *Socialiste un jour, socialiste toujours*, publié avec le soutien d'Unia, Jean-Claude Rennwald ose un diagnostic et propose une thérapie. Dans de précédents livres, ce politologue, journaliste et syndicaliste, fondateur de *L'Événement syndical*, s'était déjà penché sur le mal qui ronge la gauche depuis plusieurs décennies. Mais cette fois, l'ancien conseiller national jurassien a de quoi se faire du mauvais sang. «Le socialisme démocratique est au bord du gouffre, constate-il, les pays qui sont encore dirigés par cette famille politique se comptent sur le doigt de la main.» Les partis socialistes pourraient bien disparaître corps et âme, en premier lieu en France, qui a atteint avec le président Hollande le «stade suprême du Blairisme». Pourtant, lorsque la gauche reste de gauche et qu'elle ne manque pas d'audace, elle marque des points. Il s'agit donc de tourner le dos à la «dérive social-libérale» et de revenir aux fondamentaux. D'abord en n'oubliant pas pour qui roulent les progressistes: les classes populaires. Répondre à leurs besoins passe nécessairement aujourd'hui par une réduction massive du temps de travail, un partage de l'emploi, des salaires minimums et maximums, ainsi que des services publics forts. Le socialiste plaide pour de profonds changements sociaux, cultu-

rels et économiques. A une croissance économique destructrice de la biosphère, il veut ainsi opposer une croissance «qualitative et respectueuse de notre environnement». Dans le détail ses propositions pourront être critiquées, le livre a néanmoins le mérite d'offrir une ligne claire à une époque où on ne sait plus très bien à quel saint se vouer. Il fallait oser et c'est justement l'un des principaux messages que délivre l'ouvrage qui ne manque pas d'optimisme. «La gauche doit à nouveau multiplier les essais, c'est l'une de ses seules chances d'exister et de se renforcer», conclut l'auteur, à qui nous avons posé trois questions.

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi ce livre? Le vieux projet social-démocrate n'est-il pas dépassé à l'heure de l'urgence écologique et des mobilisations pour la justice climatique?

Je pars d'un constat qu'il y a d'un côté une montée des forces nationales-populistes en Europe et, de l'autre, un déclin d'une majorité des partis socialistes, et j'essaie de trouver les liens entre les deux phénomènes. Si le populisme a différentes racines, comme la peur de la mondialisation, de l'intégration européenne, des vagues migratoires, les politiques social-libérales menées par les Blair, Schröder, Renzi, Hollande et compagnie ont une part de responsabilité dans cette évolution en détournant des partis socia-

listes une bonne partie des électeurs, surtout des travailleurs. Les besoins des classes moyennes ont été privilégiés en oubliant souvent, et même parfois beaucoup, le monde du travail. Je suis certes pour une alliance entre classes moyennes et classes populaires, mais il ne faut pas reléguer le monde du travail à l'arrière-plan. Et surtout ne pas revenir avec des politiques qui reposent sur davantage de flexibilité pour prétendument favoriser l'économie alors que tous les exemples montrent que ce n'est pas le cas. Et pour répondre à la question quant à l'urgence climatique, je reprendrais l'expression sortie en marge de la mobilisation des Gilets jaunes: il ne faut pas opposer la fin du monde à la fin de mois. Je pense qu'il faut au contraire essayer d'articuler au mieux les problématiques environnementales et sociales. Le débat n'est pas, pour moi, entre la croissance ou la décroissance, mais porte sur la nature de la croissance. Dans le livre, je donne quelques exemples sur la croissance de type qualitatif qu'il s'agit de développer.

De nos jours, on ne revendique plus guère une réduction massive du temps de travail comme vous le proposez. Pourquoi la gauche et les syndicats doivent-ils se réapproprier ce thème? On ne le revendique plus guère et, ce qui est inquiétant, c'est qu'on assiste plutôt à l'inverse, comme en France, avec un démantèlement partiel des 35 heures ou, en Suisse, par une remise en cause de la Loi sur le travail qui impliquerait, pour certaines ca-

tégories de salariés, une hausse très forte du temps de travail. Si l'on regarde sur une longue période, on travaille aujourd'hui moins en Europe que par le passé. Beaucoup de gens se plaignent pourtant de manquer de temps. Un élément important lié à ce sentiment est l'allongement continu du temps consacré pour se rendre à son travail. A côté de cela, il y a une demande toujours plus forte d'arriver à concilier activité professionnelle, et vies sociale et familiale. Je donne pour exemple ce qui a été fait dans la métallurgie allemande, où les salariés peuvent réduire leur temps de travail à 28 heures durant une certaine période pour s'occuper d'un enfant ou d'un parent âgé. Du temps où elle était secrétaire de l'Union syndicale suisse, Ruth Dreifuss disait à ce propos qu'il n'y a pas de partage dans le couple en-dessus de 35 heures de travail. Même si je n'ai pas à dire aux femmes ce qu'elles doivent faire, ce thème de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale me paraît important dans la perspective de la Grève du 14 juin. Il y a enfin une donne à prendre en compte: si l'on ne sait pas encore très bien où l'on va avec l'automation, la robotisation et la numérisation, il apparaît que les effets sur l'emploi vont être plus négatifs que positifs.

Le socialisme, ce n'est pas seulement travailler moins, mais aussi, selon vous, «plus de culture et de sexe»... Pour quelles raisons?

Il ressort des enquêtes qu'une grande partie des travailleurs qui votent pour

l'UDC ou le Rassemblement national en France sont non qualifiés. C'est plus cela que je dis que l'accès facilité à la culture est important. Je parle de la culture au sens large du terme, ce qui comprend aussi la formation. Et, en ce qui concerne le second point, toute une école de la psychanalyse a montré qu'un épanouissement sexuel favorisait un épanouissement plus général. ■



Jean-Claude Rennwald, *Socialiste un jour, socialiste toujours*, Editions de l'Aire, 2019, 296 pages, 25 fr.

COMMUNIQUÉ

ÉVOLUTION TRÈS INQUIÉTANTE DES SALAIRES

L'Union syndicale suisse (USS) s'inquiète grandement de l'évolution des salaires en Suisse. Malgré une économie en plein essor, les revenus ont connu une baisse effective de 0,4% en moyenne en 2018. Les employeurs privent ainsi les salariés des effets de la croissance. D'autant plus que les budgets des ménages sont déjà bien plombés par les loyers et les primes maladie en hausse constante. Ces résultats sont particulièrement choquants dans la construction, par exemple: malgré des années de haute conjoncture, la perte réelle est aussi de 0,4% dans ce secteur.

Dans les négociations salariales, la nouvelle intransigence des employeurs est inacceptable. Il faut maintenant des hausses substantielles de salaires. La croissance doit aussi profiter aux employés.

L'évolution des salaires négociés dans le cadre de conventions collectives de travail (CCT) est un peu meilleure, mais toujours pas suffisante. Ces rémunérations-là ont augmenté de 0,9% en valeur nominale. Si l'on déduit le renchérissement de 0,9%, cela revient à zéro augmentation réelle. Dans les faits, seul 0,3% de l'augmentation nominale a été accordé de façon générale et 0,6% individuellement. Et lorsque les salaires sont augmentés de manière différenciée, ce sont en général les hauts revenus qui en bénéficient.

Aucune bonne nouvelle non plus du côté de l'égalité salariale: contrairement aux années précédentes, les femmes n'ont même pas continué de rattraper l'écart entre femmes et hommes qui s'est figé. Raison de plus pour faire grève le 14 juin pour des plus hauts salaires pour les femmes, pour plus de temps et du respect. ■ USS

LA JUSTICE SOCIALE EN POINT DE MIRE

Fondée au lendemain de la Grande Guerre, l'Organisation internationale du travail fête son centenaire. Retour sur l'histoire mouvementée de la plus singulière des agences onusiennes



THIERRY PORCHET

Fondée il y a un siècle, l'OIT œuvre à l'amélioration de la condition des travailleurs.



NEIL LABRADOR

Textes Mario Togni

Voilà un siècle que l'Organisation internationale du travail (OIT) œuvre à l'amélioration de la condition des travailleurs. Créée en 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'institution basée à Genève fête son centenaire cette année, dans un monde du travail transformé, mais toujours en quête de justice sociale. La vénérable organisation compte bien sur cet anniversaire pour rappeler son rôle primordial sur la scène internationale, à l'heure où le multilatéralisme n'est franchement pas à la fête. Comme la Société des Nations, l'OIT trouve son origine dans le Traité de Versailles de 1919, qui règle la fin du conflit mondial. «La paix universelle ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale», indique le préambule de sa Partie XIII, véritable constitution de l'organisation. Ses objectifs initiaux restent d'une criante actualité: limiter

la durée de la journée et de la semaine de travail, lutter contre le chômage, garantir des conditions d'existence convenables, protéger la santé des travailleurs, assurer des pensions de vieillesse et d'invalidité, défendre la liberté syndicale, etc.

INSTANCES TRIPARTITES

La guerre sert d'élément déclencheur, mais l'émergence de la «question sociale» à la fin du XIX^e siècle a préparé le terrain. L'institution se construit toutefois en opposition aux mouvements révolutionnaires. «Sa création est une réponse aux revendications formulées par les organisations syndicales réformistes (...), écrit l'historienne Sandrine Kott, de l'Université de Genève. En promouvant l'internationalisation des réformes sociales propres à aménager les sociétés capitalistes, elle offre par ailleurs un contre-modèle à la révolution bolchévique.»^[1] La structure de l'OIT repose sur deux piliers: la Conférence internationale

du travail (CIT), son «parlement»; et le Conseil d'administration, son instance exécutive, dont le Bureau international du travail (BIT) est le secrétariat permanent. Avec une particularité notoire: les instances de l'OIT sont tripartites, réunissant de manière équitable des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs.

DE L'ENTHOUSIASME AUX CRITIQUES

Premier et emblématique directeur du BIT, le Français Albert Thomas incarne bien cette voie inédite. Militant syndicaliste et socialiste réformiste, le jeune homme rejoint le gouvernement durant la Grande Guerre, puis devient ministre de l'Armement. A ce titre, il rencontre des industriels de premier plan et se retrouve à la croisée des milieux patronaux et syndicaux. Nommé à la tête du BIT en 1919, Albert Thomas impulse une forte dynamique à l'institution. En deux ans, 16 conventions internationales et 18 recommandations sont adoptées. Malgré l'enthousiasme des premières années, des critiques se font rapidement entendre. Alors que certains Etats tentent déjà de limiter le pouvoir de l'OIT, d'autres n'arrivent simplement pas à suivre ce rythme effréné. Le nombre de ratifications est en effet à la peine. En 1926, l'OIT crée une commission d'experts, toujours active aujourd'hui, chargée de vérifier l'application des conventions. Epineuse question, la mise en œuvre des normes adoptées tout comme une certaine lenteur bureaucratique resteront d'ailleurs un éternel objet de reproches à l'encontre de l'organisation.

LE TRAVAIL N'EST PAS UNE MARCHANDISE

Albert Thomas décède brutalement en 1932. Le Britannique Harold Butler, son adjoint, lui succède dans un monde frappé par la Grande Dépression. Le nouveau chef œuvre désormais à élargir l'assise de l'OIT. L'adhésion des Etats-Unis en 1934 compte parmi ses succès. Souvent taxée d'«européocentriste», l'institution cherche à s'ouvrir davantage aux nations extra-européennes. Dès les années 1930, elle s'engage notamment dans l'assistance technique auprès des pays en développement, activité qui sera encore renforcée après-guerre. La Seconde Guerre mondiale isole fortement l'OIT, au point que son siège est temporairement déplacé à Montréal en 1940. Cette période chahutée coïncide avec une étape cruciale dans l'histoire de l'institution. En mai 1944, ses 41 Etats membres signent la Déclaration de Philadelphie, toujours annexée à la constitution actuelle de l'organisation. On y trouve ses principes fondamentaux tels que «le travail n'est pas une marchandise» ou «tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales». Alors que la guerre touche à sa fin, l'OIT est ainsi prête pour un nouveau départ.

En quête d'universalité

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque le début d'une nouvelle ère pour l'Organisation internationale du travail. Elle intègre en 1946 la galaxie nouvellement créée des Nations Unies, devenant sa première agence spécialisée. La période qui s'ouvre sera celle d'un développement massif et d'un chemin difficile vers l'universalité. Directeur général du BIT de 1948 à 1970, l'Américain David Morse accompagne ce changement d'échelle. Sous son règne, le nombre de membres de l'OIT passe de 52 à 121 et celui d'employés quintuple pour atteindre plusieurs milliers. Dans le même temps, le budget annuel de l'organisation passe de 4 à 60 milliards de dollars.

Toutefois, l'intégration d'Etats membres extra-occidentaux ne va pas de soi, tant les normes édictées par l'OIT demeurent inspirées par les législations européennes. La décolonisation, qui amène beaucoup de nouveaux membres, ravive ces difficultés. L'organisation peine ainsi à concrétiser sa vocation universelle. En marge de son extension territoriale, l'organisation élargit son activité aux politiques de développement dans les pays du Sud. L'ambitieux Programme mondial de l'emploi, lancé en 1969, s'inscrit dans cette logique. Alors que l'institution fête ses 50 ans cette même année, elle est couronnée par le prix Nobel de la paix.

Un nouveau paradigme s'esquisse au cours de la décennie suivante, avec les prémices de la mondialisation. Dès la seconde moitié des années 1970, d'OIT a ainsi été confrontée à la concurrence des agences qui promeuvent les solutions visant à limiter, voire à supprimer, les régulations économiques et sociales, comme la Banque mondiale et l'OCDE», note l'historienne Sandrine Kott^[2]. Cette menace ne fera que se renforcer après la guerre froide.

LE DÉFI DE LA MONDIALISATION

Les entreprises multinationales, à la mainmise grandissante, échappent en bonne partie aux conventions internationales. Le changement est aussi idéologique. «L'essor du néolibéralisme et la chute du communisme fragilisent la légitimité même de l'OIT», écrit le chercheur Cédric Leterme^[3]. Pour les néolibéraux, celle-ci incarne en effet le type même d'interventionnisme qu'il leur faut combattre pour atteindre l'idéal d'un marché autorégulateur. Face au défi de la mondialisation, l'institution tente de se réformer en consolidant son arsenal normatif. Sa première réaction prend la forme d'une Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail (1998), soit un socle minimal à respecter par tous les membres (lire ci-contre). La seconde réponse vient avec l'Agenda du «travail décent», lancé en 1999, qui vise à recadrer la mission historique de l'OIT. Le concept ne fait pas l'unanimité, mais le «travail décent» intègre fina-

lement les 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Malgré ce succès relatif, l'Organisation internationale du travail reste à la croisée des chemins. Pour Cédric Leterme, elle «est loin d'avoir dépassé les interrogations qui pèsent sur son avenir depuis (au moins) la fin de la guerre froide. Au contraire même, puisque entre-temps la crise économique et financière déclenchée en 2008 est venue aggraver bon nombre des problèmes auxquels elle fait face depuis lors.» A l'heure de célébrer son centenaire, l'OIT poursuit son travail, sans sourcilier. En janvier, elle publiait un imposant rapport sur «l'avenir du travail». Son objectif ambitieux résonne parfaitement avec la mission originelle de l'institution, définie un siècle plus tôt: «Parvenir à la justice sociale au XXI^e siècle.» Si du chemin a été parcouru, la route est encore longue. ■

[1] Sandrine Kott (2017), «Un modèle international de protection sociale est-il possible? L'OIT entre assurance et sécurité sociale (1919-1952)», *Revue d'histoire de la protection sociale*.

[2] Sandrine Kott (2018) (dir.), «La justice sociale dans un monde global. L'Organisation internationale du travail (1919-2019)», *Revue Le Mouvement Social*.

[3] Cédric Leterme (2016), «L'Organisation internationale du travail (OIT)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*.

HUIT CONVENTIONS FONDAMENTALES

L'OIT a défini huit conventions comme «fondamentales». Elles forment un socle contraignant pour tous les Etats membres, qu'ils aient ou non ratifié les textes en question.

- Convention sur le travail forcé (1930)
- Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948)
- Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949)
- Convention sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes (1951)
- Convention sur l'abolition du travail forcé (1957)
- Convention concernant la discrimination (emploi et profession) (1958)
- Convention sur l'âge minimum (1973)
- Convention sur les pires formes de travail des enfants (1999)

L'OIT EN 2019

187 Etats membres
189 Conventions adoptées
205 Recommandations adoptées
Directeur du BIT:
Guy Ryder (GB)



NEIL LABRADOR

Engagée dans la défense et la promotion d'un travail décent, la tâche de l'institution demeure énorme dans le contexte de mondialisation et de l'essor du néolibéralisme.